



**MINISTÈRES
ÉDUCATION
JEUNESSE
SPORTS
ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR
RECHERCHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service de l'action administrative
et des moyens**

**Direction générale de
l'enseignement
supérieur et de
l'insertion
professionnelle**

**Direction générale de
la recherche et de
l'innovation**

**Service sous autorité
commune**

Sous-direction des
systèmes
d'information et des
études statistiques

Département des
systèmes
d'information

Secrétariat général

**Service de l'action
administrative
et des moyens**

**Sous-direction des
achats**

Bureau de la stratégie
et de l'ingénierie
des achats
SAAM – **B 1**

61-65 rue Dutot
75732 Paris Cedex 15

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

(C.C.A.P.)

Procédure n° MEN-SG-AOO-23061

Objet : Prestations de tierce maintenance applicative des plateformes d'échange de données individuelles entre les établissements d'enseignement supérieur et le SIES dans le cadre de traitements à finalité statistique pour le compte du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche.

SOMMAIRE

PREAMBULE.....	4
ARTICLE 1/ OBJET DU MARCHE.....	4
ARTICLE 2/ DOCUMENTS CONTRACTUELS	4
ARTICLE 3/ ALLOTISSEMENT, FORME ET PROCEDURE.....	5
3.1/ Allotissement	5
3.2/ Forme et montant du marché	5
3.3/ Procédure.....	5
ARTICLE 4/ DUREE DU MARCHE	5
ARTICLE 5/ MODALITES D'EMISSION DES BONS DE COMMANDE.....	6
ARTICLE 6/ NATURE ET ETENDUE DES PRESTATIONS.....	8
ARTICLE 7/ LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS	8
ARTICLE 8/ CLAUSE SOCIALE - ACTION DE FORMATION SOUS STATUT SCOLAIRE AU BENEFICE DE JEUNES EN SITUATION OU EN RISQUE DE DECROCHAGE SCOLAIRE.....	9
ARTICLE 9/ CLAUSE ENVIRONNEMENTALE.....	11
ARTICLE 10/ OPERATION DE VERIFICATION – ADMISSION.....	12
ARTICLE 11/ CLAUSE DE REEXAMEN	12
ARTICLE 12/ PROPRIETE INTELLECTUELLE.....	12
ARTICLE 13/ OBLIGATIONS DU TITULAIRE	13
ARTICLE 14/ CONDUITE ET SUIVI DES PRESTATIONS.....	15
14.1/ Conduite des prestations	15
14.1.1/ Interlocuteur désigné par le ministère.....	15
14.1.2/ Interlocuteur désigné par le titulaire	16
14.2/ Obligations relatives au suivi financier du montant maximum.....	17
ARTICLE 15/ CONFIDENTIALITE- PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES	18
ARTICLE 16/ PENALITES	18
16.1/ Pénalités de retard	18
16.2/ Pénalités pour indisponibilité.....	19
16.3/ Réfaction pour mauvaise exécution	19

16.4/ Pénalités pour non-respect de l'obligation de présenter un chef de mission ou de projet dont le profil est conforme aux attentes	20
16.5/ Pénalités pour non-respect de la clause sociale	20
16.6/ Pénalités pour non-respect des conditions et obligations prévues dans les documents contractuels.....	20
ARTICLE 17/ PRIX DU MARCHE	20
17.1/ Contenu des prix.....	20
17.2/ Forme des prix	21
17.3/ Révision des prix.....	21
ARTICLE 18/ MODALITES DE REGLEMENT ET DE FACTURATION	22
18.1/ Facturation	22
18.2/ Règlement	23
18.3/ Délais de paiement	23
18.4/ Avance	24
18.5/ Acomptes	24
18.6/ Cession ou nantissement des créances	25
ARTICLE 19/ DOCUMENTS A PRODUIRE AU COURS DE L'EXECUTION DU MARCHE	25
19.1/ Assurance.....	25
19.2/ Justificatifs sociaux	25
19.3/ En cas de modifications relatives au titulaire du marché	26
19.3.1/ Changement de dénomination sociale du titulaire	26
19.3.2/ Nouvelle entreprise née de la fusion ou de l'absorption du titulaire	26
ARTICLE 20/ UTILISATION DE LA LANGUE FRANCAISE	27
ARTICLE 21/ RESILIATION.....	27
ARTICLE 22/ SOUS-TRAITANCE	27
ARTICLE 23/ DIFFERENDS ET LITIGES.....	28
ARTICLE 24/ DEROGATIONS.....	29

PREAMBULE

Dans le cadre du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et de son annexe :

- le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche est désigné sous l'appellation : « le ministère » ;
- l'entreprise ou le groupement d'opérateurs retenu pour exécuter les prestations est désigné(e) sous l'appellation : « le titulaire ».

ARTICLE 1/ OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la réalisation de prestations de tierce maintenance applicative des plateformes d'échange de données individuelles entre les établissements d'enseignement supérieur et le SIES dans le cadre de traitements à finalité statistique pour le compte du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche.

ARTICLE 2/ DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le présent marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante, dont l'exemplaire unique conservé par le ministère fait seul foi :

- l'acte d'engagement et son annexe portant « bordereau des prix » ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et son annexe :
 - * Annexe 1 : « Traitement des données à caractère personnel » ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes :
 - Annexe 1 : Schéma représentant l'architecture globale
 - Annexe 2 : Schéma d'architecture de l'IHM
 - Annexe 3 : Architecture Applicative
 - Annexe 4 : Socle Technique
 - Annexe 5 : Description fonctionnelle synthétique des applications PEPSISE/PEPIP
- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Techniques de l'Information et de la Communication (CCAG/TIC) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- l'offre technique du titulaire et ses éventuelles annexes, dont le plan d'assurance sécurité (PAS) et le plan d'assurance qualité (PAQ).

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

ARTICLE 3/ ALLOTISSEMENT, FORME ET PROCEDURE

3.1/ Allotissement

Le présent marché n'est pas alloti.

3.2/ Forme et montant du marché

Le marché prend la forme d'un accord-cadre à bons de commande avec un seul opérateur économique fixant toutes les stipulations contractuelles, sans montant minimum et avec un montant maximum de 950 000,00 € HT en application de l'article R. 2162-4-2° modifié du Code de la commande publique.

Des bons de commandes sont émis au fur et à mesure des besoins tout au long de l'exécution du marché dans les conditions définies à l'article 5 du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP).

3.3/ Procédure

Le présent marché est passé en appel d'offres ouvert en application des dispositions des articles L. 2124-2 et R. 2124-2-1° du Code de la commande publique.

ARTICLE 4/ DUREE DU MARCHÉ

Le présent marché prend effet à sa date de notification pour une durée initiale de 12 mois.

Il pourra être reconduit, par tacite reconduction et par période de 12 mois, sans que sa durée totale puisse excéder 48 mois.

Si le ministère décide de ne pas reconduire le marché, il informe le titulaire de sa décision au plus tard 1 mois avant la fin de validité de la période en cours, par lettre recommandée avec accusé réception ou via la Plate-forme des achats de l'Etat (PLACE).

La non-reconduction du marché n'ouvre droit au profit du titulaire à aucune indemnité ni à aucun dédommagement. Le titulaire reste par ailleurs engagé jusqu'à la fin d'exécution de la période en cours.

Lorsque le montant maximum du présent accord-cadre est atteint, le marché prend fin de plein droit, que ce soit pendant la période ferme du marché ou lors des reconductions. Cette fin du marché n'ouvre droit au profit du titulaire à aucune indemnité ni à aucun dédommagement.

ARTICLE 5/ MODALITES D'EMISSION DES BONS DE COMMANDE

Le présent marché s'exécute par l'émission de bons de commande successifs selon les besoins à satisfaire pendant toute la durée de validité du marché.

Seule l'administration centrale émet des bons de commande dans le cadre du présent marché.

Toutes les missions relatives au présent marché font l'objet de bons de commande.

Les prestations débutent à la réception des bons de commande.

Les modalités de commande et d'exécution des bons de commande sont précisées à l'article 2 du CCTP pour chaque mission ou unité d'œuvre.

Le ministère s'efforce de minimiser le nombre de commandes, de façon à ne pas alourdir la charge administrative du marché et responsabiliser le titulaire sur l'ensemble des prestations qui lui sont confiées au sein d'une même commande.

La personne habilitée à émettre des bons de commande est le pouvoir adjudicateur ou toute personne ayant reçu délégation.

Le représentant du pouvoir adjudicateur transmet au titulaire les bons de commande selon les différentes modalités suivantes :

- par courrier papier avec accusé de réception ;
- par courrier électronique.

En cas d'envoi du bon de commande par courrier électronique, le titulaire est réputé l'avoir reçu au plus tard dans un délai d'un (1) jour ouvré suivant sa date d'envoi.

Les bons de commande sont valorisés à partir des tarifs contractuels, des conditions consenties, des quantités à livrer / exécuter et du régime fiscal applicable.

Ils sont émis sur la base des prix indiqués dans le bordereau des prix remis par le titulaire dans son offre (annexe 1 à l'acte d'engagement).

Il est précisé sur le bon de commande, ou dans le document l'accompagnant, les renseignements suivants :

- la dénomination du service émetteur et son adresse ;
- la date d'émission et le numéro du bon de commande ;
- la référence du marché, mentionnant explicitement son numéro ;
- le nom et l'adresse du titulaire ;
- la dénomination et l'adresse du service destinataire de la facture ;

- l'adresse de livraison ou d'exécution de la prestation ;
- la désignation précise et détaillée des prestations, notamment la liste des unités d'œuvre commandées ainsi que la description des prestations et des livrables attendus ;
- le délai de réalisation des prestations conformément aux documents contractuels régissant le présent marché ;
- le montant total hors taxe et toutes taxes comprises, ainsi que le taux de TVA utilisé ;
- la signature de l'ordonnateur ou de son représentant habilité.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-TIC, le titulaire dispose d'un délai de deux (2) jours ouvrés à compter de la date de réception du bon de commande pour émettre des observations.

S'agissant de l'UO 1.1, le ministère émet un unique bon de commande pendant la durée du marché.

Le ministère émet un bon de commande une seule fois pour l'UO 1.2 pour la prise en charge du socle applicatif Pepsise/Pepip.

S'agissant de la mission 2, le ministère émet un bon de commande annuel avec un paiement semestriel avec paiement à terme à échoir chaque semestre sur présentation de facture. Le ministère commande une UO de maintien en conditions opérationnelles pour chaque application selon ses besoins.

S'agissant des missions 3 et 4 le ministère émet des bons de commande, au fur et à mesure de ses besoins (cf. étude de faisabilité si nécessaire, et commande des évolutions le cas échéant).

La mission 5 (Développement d'une nouvelle application, refonte d'une application existante ou évolution à forte contrainte calendaire) s'exécute par la commande d'une UO de sprint de calibrage (UO_SPRINT 0), selon les besoins. Le calibrage permet l'évaluation du nombre de sprints et du niveau de complexité retenu (cf. art. 2.5.4 CCTP), qui pourra alors donner lieu à un bon de commande de développement.

S'agissant des UO 6.1 « étude d'impact » et 6.2 « assistance sur site », le ministère émet des bons de commande selon ses besoins.

S'agissant de l'UO 6.3 « assistance fonctionnelle et technique », cette prestation fait l'objet de bons de commande successifs émis par le ministère par carnet de dix tickets (une demande = un ticket). Les tickets sont ensuite consommés à l'unité.

La mission 7 (Transfert de compétences et assistance à la réversibilité) comporte une UO unique par application qui peut être commandée une ou plusieurs fois selon le nombre d'applications concernées par cette mission.

Les délais maximum d'exécution prévus par les bons de commande sont conformes aux documents contractuels régissant le présent marché.

Dans l'hypothèse où le délai d'exécution dépasse la fin de validité du marché, ce délai ne peut excéder 3 mois à compter de la fin de validité du marché.

ARTICLE 6/ NATURE ET ETENDUE DES PRESTATIONS

Dans le cadre du présent marché et conformément aux documents le régissant, le titulaire assure les prestations décrites au CCTP.

Les durées sont définies en jours ouvrés, c'est-à-dire de neuf heures à dix-huit heures tous les jours sauf samedi, dimanche et jours fériés.

ARTICLE 7/ LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les comités de pilotage se tiennent à minima une fois par an, en présentiel dans les locaux du ministère à Paris ou en visio-conférence.

Les réunions, les sessions de travail et les missions d'assistance sur site se déroulent dans les locaux du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche (MESR) à l'adresse : 1 rue Descartes ou Tour Mirabeau, 39-43 quai André Citroën, à Paris.

Les réunions peuvent prendre la forme de conférences téléphoniques ou de visio-conférences.

L'assistance fonctionnelle et technique prévue à la mission 6 a lieu à distance ou, dans des cas exceptionnels, dans les locaux du MESR, à l'adresse ci-dessus.

Les autres prestations prévues au titre du présent marché ont lieu dans les locaux du titulaire.

Compte tenu du caractère personnel de certaines données gérées, les prestations et l'hébergement des données utilisées dans l'environnement du titulaire doivent être réalisés sur le territoire de l'Union européenne ou dans un pays au sein duquel le niveau de protection des données personnelles est strictement conforme à la réglementation en vigueur en vertu du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen dit « RGPD » (articles 44 et suivants).

ARTICLE 8/ CLAUSE SOCIALE - ACTION DE FORMATION SOUS STATUT SCOLAIRE AU BENEFICE DE JEUNES EN SITUATION OU EN RISQUE DE DECROCHAGE SCOLAIRE

Le titulaire s'engage à réaliser une action de formation d'un ou plusieurs élèves de 16 à 25 ans suivi(s) par un référent de l'Education nationale :

- Soit en situation de décrochage scolaire (article L.122-2 du code de l'éducation)
- Soit soumis à l'obligation de formation (article L.114-1 et R.114-1 du code de l'éducation)

En cas de réalisation du stage en dehors du territoire national, cette action bénéficie :

- Soit à un élève à besoins spécifiques inscrit dans un établissement scolaire français et suivi par un référent de l'Education nationale (articles L.124-19 et L.124-20 du code de l'éducation).
- Soit à un élève à besoins spécifiques inscrit dans un établissement scolaire étranger et suivi par tout dispositif équivalent, impliquant des personnels éducatifs.

En tant que condition d'exécution du présent marché prenant en compte des considérations sociales, en application de l'article L.2112-2 du code de la commande publique, la clause sociale de formation sous statut scolaire doit être liée à l'objet du marché. Les activités proposées par le titulaire dans la « fiche entreprise » doivent impérativement respecter cette exigence.

Le volume horaire minimal exigé est de 900 heures, à réaliser pendant la période ferme du marché ou sur une période de reconduction. Néanmoins, le titulaire peut dépasser le volume horaire s'il le souhaite.

A l'initiative du référent de l'Éducation nationale, le volume horaire de clause sociale de formation sous statut scolaire prévu au présent marché peut être divisé pour donner lieu à plusieurs stages au bénéfice de plusieurs élèves à besoins spécifiques.

1. Encadrement de l'élève

Dans le cadre de la clause sociale de formation sous statut scolaire, l'élève bénéficiaire est sous statut scolaire. Une convention de stage tripartite est conclue entre l'entreprise, l'établissement scolaire de rattachement et l'élève (ou son représentant légal).

Le titulaire du marché reçoit l'élève dans ses locaux, et désigne à cet effet un « référent entreprise » qui accompagne l'élève dans les tâches qui lui sont confiées.

L'élève est aussi accompagné par un « référent de l'Education nationale » (enseignants, CPE, référent décrochage scolaire, intervenant SRE, coordonnateur de dispositif relais).

Le référent entreprise et le référent de l'Education nationale sont en relation directe.

Dans les conditions de l'article L. 124-6 du code de l'éducation, une gratification doit être versée au stagiaire (<https://www.service-public.fr/simulateur/calcul/gratification-stagiaire>).

A tout moment, le titulaire peut aller au-delà des objectifs fixés par le marché.

2. Les étapes de mise en œuvre du stage

Lors de la réunion de lancement du marché, la clause sociale de formation sous statut scolaire est abordée (confirmation des contacts inscrits dans la « Fiche entreprise », rappel des spécificités du public concerné, adaptabilité des missions, etc.).

Une réunion spécifique à la mise en œuvre de la clause sociale est organisée, à l'initiative du référent de l'Education nationale, dès qu'un élève est présenté au titulaire. La présence du référent entreprise est obligatoire et celle du responsable des ressources humaines souhaitable. A cette occasion, la « fiche entreprise » - qui a une fonction de dialogue – peut être modifiée en fonction de l'élève proposé par le référent de l'Education nationale. La nouvelle « fiche entreprise » finalisée est alors transmise au Ministère par le titulaire.

Le titulaire transmet également au Ministère la convention de stage tripartite signée.

S'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement, le titulaire doit informer le Ministère et le référent de l'Education nationale. Dans ce cas, le Ministère et le référent de l'Education nationale étudient en concertation avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir à la réalisation des objectifs fixés.

En application de l'article L.2194-1 1° du code de la commande publique, les conditions de mise en œuvre de la clause sociale de formation sous statut scolaire pourront être revues par les parties au contrat. Les nouvelles modalités sont décidées conjointement par l'entreprise et le référent de l'Education nationale, puis validées par l'acheteur. Ces adaptations doivent être prises en compte dans la convention de stage, par avenant le cas échéant (article D. 124-4 du code de l'éducation).

S'il le souhaite, le titulaire peut prolonger la période en entreprise, en accord avec le bénéficiaire de la clause sociale et du référent de l'Education nationale. Toutefois la durée totale du stage ne peut excéder 6 mois.

A l'issue du stage, le référent entreprise et le référent de l'Education nationale rédigent un bilan croisé faisant état du résultat de la clause sociale de formation sous statut scolaire et attestant de sa bonne exécution par le titulaire. Ce bilan est transmis au Ministère, accompagné de l'attestation de présence de l'élève bénéficiaire précisant le nombre d'heures de stage réalisées.

L'élève bénéficiaire peut intégrer un parcours de formation diplômant (reprise de scolarité) ou accéder à l'emploi (insertion professionnelle). Le titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités de formation ou d'embauche pérenne de l'élève bénéficiaire.

3. Contrôle et évaluation de l'action de formation

Pendant et à l'issue du stage, le titulaire s'engage à faciliter les contacts des partenaires de l'opération avec l'élève bénéficiaire, et à transmettre les documents nécessaires à l'évaluation du dispositif.

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, le titulaire répond à toute demande du Ministère ou du référent de l'Education nationale relative à l'état d'avancement de la mise en œuvre de la clause sociale.

Pour rappel, le titulaire est tenu de transmettre en cours d'exécution au Ministère :

- La « fiche entreprise » modifiée, le cas échéant ;
- La convention de stage tripartite ;
- L'attestation de présence de l'élève bénéficiaire précisant le nombre d'heures de stage réalisé ;
- Le bilan croisé.

Si le référent de l'Éducation nationale n'a pas présenté d'élève au titulaire, ce dernier doit en informer le Ministère au terme de la période ferme ou de reconduction du marché. Aucune pénalité pour inexécution des heures de formation prévues par le marché ne pourra être infligée au titulaire pour ce motif.

En cas de demande par le Ministère, toute transmission de document lié à la clause sociale de formation sous statut scolaire est réalisée dans les dix jours ouvrés à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 9/ CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Dans le cadre de la politique d'achat responsable du ministère, le présent accord-cadre met en œuvre une clause environnementale, selon les modalités décrites ci-après.

Conformément à l'article 7 du CCAG-TIC, le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes et de préservation du voisinage.

À ce titre, le titulaire s'engage à :

- ne pas utiliser ou minimiser l'usage de substances dangereuses et/ou toxiques conformément à la directive 2011/65/UE du 8 juin 2011 relative à la limitation de l'utilisation de certaines substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques, dite « directive RoHS II », transposée en droit français par le décret n°2013-988 du 6 novembre 2013.

A la demande du ministère, le titulaire justifie des mesures prises au cours de l'exécution du présent accord-cadre pour respecter ses engagements.

ARTICLE 10/ OPERATION DE VERIFICATION – ADMISSION

Les délais de recette sont précisés dans le CCTP au titre de chaque mission.

Tout dépassement de délai sera passible des pénalités de retard prévues à l'article 16.1 du présent CCAP.

Les modalités de réception des prestations sont décrites au CCTP, article 5.

En cas de non validation des prestations, le ministère applique la pénalité pour non-respect des conditions et obligations prévues dans les documents contractuels telle qu'elle figure à l'article 16.6 du présent CCAP.

Le ministère transmet au titulaire les raisons qui ne lui permettent pas de les valider. Le titulaire prépare, dans un délai de cinq (5) jours ouvrés à compter de la réception des observations du ministère, les solutions susceptibles de mener à la bonne réalisation des prestations demandées.

Après analyse de ces propositions, le ministère peut décider :

- soit d'ajourner une nouvelle fois les prestations : le titulaire dispose à nouveau du nombre de jours indiqué dans la colonne « délai de correction éventuelle » pour corriger les livrables et les transmettre de nouveau au ministère ;
- soit de résilier le marché pour faute du titulaire.

Les missions 3, 4 et 5 comprennent des conditions de recette spécifiques, précisées aux articles 5.3 et 5.4 du CCTP.

ARTICLE 11/ CLAUSE DE REEXAMEN

En application de l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, le montant maximum du présent marché pourra être réévalué à hauteur de 10 % en cours d'exécution du marché, sans qu'il soit besoin d'émettre un avenant au contrat. Le ministère notifiera la décision au titulaire.

ARTICLE 12/ PROPRIETE INTELLECTUELLE

Par dérogation à l'article 46 du CCAG-TIC, les applications soumises au présent marché et documents communiqués par le ministère au titulaire du présent marché demeurent la propriété de l'administration. Le ministère en conserve la propriété pleine et entière.

Par dérogation à l'article 46 du CCAG-TIC, le titulaire du marché cède à titre exclusif l'intégralité des droits ou titres de toute nature afférents aux résultats et sur tous les livrables remis dans le cadre du présent marché. Le titulaire accepte d'en transférer les droits au ministère.

A cet effet, le titulaire et/ou ses sous-traitants transfèrent, pour toute la durée légale du droit d'auteur défini à l'article 123-1 du CPI, et dans tous les pays, dès réception définitive des prestations, tous les droits pouvant naître à l'occasion de la réalisation du présent marché. Dans ce cadre, le titulaire et/ou ses sous-traitants cèdent au ministère les droits d'utilisation, les droits d'exploitation, les droits de modification, de reproduction, d'adaptation, de traduction, d'analyse, de correction, du droit de mise sur le marché, c'est-à-dire du droit de concéder tout ou partie des droits énoncés ci-avant, à titre gratuit ou onéreux, à des tiers, du droit d'agir en contrefaçon.

Ces droits s'exercent sur toute forme de support, c'est-à-dire magnétique, informatique et Internet, audiovisuelle et publication papier.

Dans ce cadre, le ministère se réserve le droit d'utiliser, de modifier et de diffuser les produits finis cités dans le présent cahier des charges, quels que soient les supports, la destination, la durée et le lieu.

A ce titre, les prestations réalisées par le titulaire pendant la durée du marché ne peuvent ni ne pourront, d'aucune manière que ce soit, donner prise à la constitution d'un droit d'auteur quant aux droits spécifiés précédemment que le titulaire pourrait opposer au ministère ou à des tiers.

Le titulaire garantit au ministère le parfait respect de cette disposition par chacune des personnes morales et/ou physiques qui seraient amenées à intervenir dans le cadre du présent marché et notamment ses personnels, ses dirigeants et actionnaires ou associés, les sous-traitants éventuels et toute autre personne sans exception.

Le titulaire ne peut faire aucun usage direct ou indirect des résultats des prestations du présent marché, sans l'accord préalable et expresse du ministère.

Cette clause ne s'applique pas aux méthodes propres au titulaire qui en demeure propriétaire ou, le cas échéant, le concessionnaire.

Les présentes dispositions sont substantielles pour le ministère.

ARTICLE 13/ OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Pour l'ensemble des prestations objet du marché relevant des missions confiées et des livrables figurant au CCTP, le titulaire souscrit une obligation de résultat et doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le présent marché.

Pour l'ensemble de ces obligations, le titulaire ne pourra nullement mettre en avant une quelconque défaillance de ses sous-traitants. Le titulaire est pleinement et personnellement responsable de la bonne exécution du présent marché.

Le personnel affecté par le titulaire à l'exécution des prestations objet du présent marché demeure en toutes circonstances placé sous l'autorité, la direction et la surveillance exclusives du titulaire.

Le titulaire doit répondre à l'obligation de conseil et de mise en garde la plus stricte. A ce titre, il s'engage notamment à :

- répondre à toute demande de renseignements émanant du ministère et communiquer à celui-ci tout conseil et toute information qu'il estime nécessaire concernant les prestations commandées ;
- demander au ministère toute information ou tout renseignement qu'il juge nécessaire à la bonne exécution des prestations ;
- reprendre tous les points pour lesquels le ministère a opposé des remarques et dans les délais émis par le ministère, conformément aux documents régissant le présent marché ;
- apporter tout le soin et toute la diligence nécessaires à l'exécution des prestations faisant l'objet du présent marché ;
- livrer les produits finis et respecter les délais d'exécution demandés ;
- observer les modalités de suivi et de pilotage, telles que décrites au présent marché.

Le titulaire ou son personnel devant avoir accès aux locaux du ministère à Paris, sont nommément agréés et soumis, pendant leur séjour, aux mêmes règles de discipline que les agents de l'administration. La non-application par le titulaire ou son personnel des mesures de sécurité prévues peut entraîner la résiliation du marché à ses torts dans les conditions définies au présent CCAP.

Le titulaire du présent marché assume la direction et la responsabilité de l'exécution de la prestation. Il est le seul responsable des dommages corporels, matériels ou immatériels, consécutifs ou non, que l'exécution de la prestation peut causer directement à son personnel ou à des tiers, à ses biens, aux biens appartenant au ministère ou à ceux des tiers.

En cas de difficulté ou de mauvaise exécution des prestations faisant l'objet du présent marché, le titulaire rend compte sous 5 jours à compter de la demande, au ministère, des raisons qui ne lui ont pas permis d'assurer la bonne conduite du marché. Il présente les conditions et les moyens qu'il entend mettre en œuvre pour respecter ses engagements.

Le titulaire, du fait de sa faute ou de sa négligence, pourra être déclaré responsable de la mauvaise exécution ou de l'inexécution des obligations mises à sa charge, sauf si cette mauvaise exécution ou inexécution résulte d'un cas de force majeure tel que défini ci-après ou encore si elle résulte du fait du ministère.

De façon expresse sont considérés comme cas de force majeure ou cas fortuits, ceux habituellement retenus par la jurisprudence des cours et tribunaux français.

Conformément aux dispositions de l'article 54 du CCAG-TIC, dans le cas où le titulaire ne pourrait exécuter une prestation qui, par nature, ne peut souffrir aucun retard, dans les conditions et délais prévus au CCTP, le pouvoir adjudicateur peut faire appel à un autre prestataire pour exécuter ladite prestation, aux frais et risques du titulaire.

De la même manière le ministère se réserve la faculté, le cas échéant, de prononcer la résiliation du marché aux torts du titulaire, s'il devait souffrir de l'incapacité de celui-ci à respecter les engagements pris, dans les conditions définies à l'article 21 du présent CCAP.

ARTICLE 14/ CONDUITE ET SUIVI DES PRESTATIONS

14.1/ Conduite des prestations

Les parties s'engagent à collaborer au mieux de leurs possibilités afin de permettre la bonne exécution de leurs obligations.

Le ministère s'engage à mettre à la disposition du titulaire les informations en sa possession qui sont nécessaires pour mener à bien les prestations décrites. Le titulaire aura notamment accès à l'ensemble des éléments d'analyse nécessaires à sa mission.

Le titulaire a la responsabilité des personnels et des moyens à mettre en œuvre pour exécuter le présent marché et assurer sa bonne fin.

14.1.1/ Interlocuteur désigné par le ministère

Par dérogation à l'article 3.3 du CCAG-TIC, outre le responsable de la maîtrise d'ouvrage interne ou « *Product Owner* » le ministère désigne, au plus tard 10 jours ouvrés après la date de notification du marché, un chef de projet maîtrise d'ouvrage interne ou « *Product Owner* délégué », qui assurera le suivi de l'exécution du marché et sera l'interlocuteur privilégié du titulaire.

Le ministère indique au titulaire la procédure à suivre en cas d'absence du chef de projet du ministère.

14.1.2/ Interlocuteur désigné par le titulaire

Le titulaire s'engage à mettre en place une équipe de personnes compétentes dont il s'efforce d'assurer la pérennité pendant toute la durée du marché. Il lui appartient de maintenir, pendant toute la durée du marché et sans interruption, un niveau constant de compétence des intervenants et de qualité des prestations, conformément aux niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le présent marché.

Conformément aux dispositions du CCTP, le titulaire désigne au sein de cette équipe un **chef de mission**, ayant habilitation à le représenter sur l'ensemble des aspects du présent marché et qui participe au comité de pilotage.

Ce chef de mission est chargé de veiller à la bonne exécution des prestations. Il est l'interlocuteur privilégié du ministère et rend compte régulièrement de la nécessaire coordination des travaux et savoirs que seront amenés à mettre en œuvre les différents intervenants du titulaire.

Le titulaire désigne également un **chef de projet** / scrum master, qui participe au comité de pilotage et au comité de projet. La présence d'un expert ou d'un développeur (invité) peut être nécessaire à environ un comité sur trois.

14.1.2.1/ Changement d'intervenant à l'initiative du titulaire

Le titulaire indique au ministère la procédure à suivre en cas d'absence du chef de mission du titulaire. Si cette absence est supérieure à une semaine, le titulaire doit désigner un chef de mission de remplacement.

En cas de changement de chef de mission ou de modification de son équipe, par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-TIC, le titulaire doit en aviser le ministère au moins dix jours ouvrés avant la prise d'effet de la modification. Il communique impérativement les motifs de ces modifications ainsi que les profils et compétences de l'équipe et/ou la nouvelle organisation et prend toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

Le titulaire doit présenter au ministère un remplaçant avec un profil équivalent à celui figurant dans son offre. Le titulaire assure la formation du remplaçant. Le titulaire est responsable de la formation de son personnel sur l'ensemble des sujets relevant des prestations demandées. Il en assume le coût et l'incidence sur l'organisation de la prestation.

Le ministère vérifie l'adéquation des profils et des compétences au regard de l'offre du titulaire et se réserve le droit de récuser toute personne ne correspondant pas aux profils et compétences indiqués. Le remplaçant est considéré comme accepté si le ministère ne le récuse pas, par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-TIC, dans un délai correspondant aux

10 premiers jours de prestations effectives réalisées par ce même remplaçant. Si le ministère récusé le remplaçant le titulaire dispose, par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-TIC, de cinq (5) jours ouvrés pour désigner un autre remplaçant et en informer le ministère.

A défaut de sa désignation, ou si ce remplaçant est récusé dans le délai indiqué ci-dessus, le marché peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 50 du CCAG-TIC.

14.1.2.2/ Récusation d'un intervenant par le ministère

Pendant toute la durée du marché le ministère se réserve le droit, sur justification motivée, de récuser toute personne ne possédant pas les compétences souhaitées. Le ministère peut demander le remplacement de tout ou partie de l'équipe au cours du marché en cas de carence manifeste dans l'exécution de tout ou partie d'une mission.

Une fois averti le titulaire doit présenter, par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-TIC, sous dix (10) jours ouvrés maximum, des profils permettant d'assurer le remplacement des personnes écartées. Les nouveaux profils font l'objet d'une validation explicite par le ministère.

Si le titulaire était dans l'incapacité de présenter un intervenant de profil adapté et si cette incapacité entraînait un retard dans la reprise de la prestation, une pénalité serait appliquée par jour ouvré de retard dans la reprise de la prestation, conformément à l'article 16.1 du présent document.

14.2/ Obligations relatives au suivi financier du montant maximum

Tout au long de l'exécution de l'accord-cadre et en référence aux obligations du titulaire précisées ci-dessous, le ministère veille :

- au respect de la fréquence de transmission des informations par le titulaire ;
- à la qualité, à la transparence et à la fiabilité des informations communiquées.

Afin de permettre au ministère de suivre l'exécution financière du présent accord-cadre, le titulaire est tenu de transmettre au format électronique à l'adresse suivante saam-mission.achats3@education.gouv.fr :

- un état trimestriel de la consommation ;
- à la demande du ministère, un état de la consommation à date, dans un délai maximum de 5 jours ouvrés à compter de cette demande.

Cette liste est non exhaustive et pourra être enrichie sur proposition du titulaire et sur demande spécifique du ministère.

En outre, le titulaire est tenu :

- d'alerter le ministère lorsque les consommations atteignent 60 % du montant maximum de l'accord-cadre indiqué supra ;
- participer aux réunions de suivi que le ministère organise.

ARTICLE 15/ CONFIDENTIALITE- PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

La protection et le traitement des données à caractère personnel confiées par le ministère au titulaire sont des enjeux majeurs. À ce titre, le titulaire se conforme à l'annexe 1 au présent CCAP, relative à l'accord sur le traitement des données à caractère personnel, établie conformément au Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD).

L'annexe 1 est complétée et précisée par le ministère au titulaire dans le cadre de la réalisation des prestations de la mission 1.

- « Donnée à caractère personnel » : toute information concernant une personne physique identifiée ou identifiable (personne concernée) ; est réputée identifiable une personne qui peut être identifiée, directement ou indirectement, notamment par référence à un numéro d'identification ou à un ou plusieurs éléments spécifiques, propres à son identité physique, physiologique, psychique, économique, culturelle ou sociale.

Le non-respect des dispositions fixées à l'annexe 1 au présent CCAP relative à l'accord sur le traitement des données à caractère personnel entraîne la résiliation du marché dans les conditions fixées à l'article 21 du présent CCAP.

ARTICLE 16/ PENALITES

Le titulaire a connaissance du montant des pénalités à verser par voie de lettre recommandée avec accusé de réception ou par messagerie sécurisée via la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE).

Les pénalités sont directement imputées sur les sommes dues au titre des prestations déjà effectuées, si elles n'ont pas été payées, ou sur les sommes dues au titre des prestations à venir, sans condition de montant, par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/TIC.

Dans l'hypothèse où l'ensemble des sommes dues au titulaire a été versé, les pénalités feront l'objet d'un titre de perception lors de l'établissement du décompte général.

Les pénalités prévues au présent article sont cumulables, à l'exception des pénalités pour non-respect de la clause sociale.

16.1/ Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG/TIC, en cas de non-respect des délais prévus par les documents contractuels régissant le présent marché le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité dont le montant est calculé comme suit :

150 euros HT par jour ouvré de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-TIC, le montant cumulé des pénalités de retard ne peut excéder 20 % du montant total commandé depuis la notification du marché. Au-delà, le ministère peut résilier le marché aux torts du titulaire, de plein droit et sans indemnité, dans les conditions de l'article 21 ci-après.

Par dérogation à l'article 50.2 du CCAG-TIC, passé un délai de 10 jours ouvrés de retard, le ministère se réserve le droit de résilier le marché aux torts du titulaire sans mise en demeure préalable, sauf si les retards sont imputables à l'administration.

Le titulaire est dégagé de toute responsabilité si les retards sont la conséquence de faits relevant de la force majeure ou de cas fortuits, dans les termes de l'article 1218 du Code civil, ou de faits qui engagent la responsabilité de l'administration.

16.2/ Pénalités pour indisponibilité

Un service est déclaré indisponible s'il ne répond pas aux exigences de qualité et de disponibilité du service exigés par le Cahier des clauses techniques particulières.

En cas d'indisponibilité totale ou partielle d'une application le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable et par dérogation à l'article 14.2.6 du CCAG/TIC, une pénalité d'un montant de 150 euros HT par jour d'indisponibilité.

Par dérogation à l'article 14.2.6 du CCAG-TIC le seuil d'indisponibilité, au-delà duquel le titulaire encourt des pénalités, est fixé comme suit : au-delà de 2 jours d'indisponibilité (consécutifs) / mois.

Toutefois, le montant des pénalités ainsi obtenu ne pourra excéder 100 % du montant total de la commande concernée (UO2. MCO).

Les heures d'indisponibilités programmées et validées par le ministère (maintenance, sauvegarde, hébergement) ne sont pas prises en compte dans les heures d'indisponibilités faisant l'objet de pénalités.

16.3/ Réfaction pour mauvaise exécution

Concernant la mission 3 décrite au CCTP, en phase de recette de la maintenance évolutive, si le ministère constate 5 anomalies bloquantes sur les livrables d'une même commande, une pénalité égale à une réduction de 10 % sur le montant du bon de commande concerné est appliquée.

Si le nombre d'anomalies bloquantes constatées est égal ou supérieur à 6 sur les livrables d'une même commande, le ministère se réserve le droit d'ajourner la prestation.

16.4/ Pénalités pour non-respect de l'obligation de présenter un chef de mission ou de projet dont le profil est conforme aux attentes

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-TIC, en cas de non-respect des dispositions de l'article 14.1.2 du présent CCAP prévoyant la présentation d'un chef de mission ou de projet de profil adapté, pour réaliser les prestations dans les délais, le titulaire encourt une pénalité de 600 euros HT par jour ouvré de retard.

16.5/ Pénalités pour non-respect de la clause sociale

Par dérogation à l'article 16.1.5 du CCAG-TIC le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, dans le cadre de l'application de la clause sociale prévue à l'article 8 du présent CCAP, les pénalités suivantes :

- 500 € si l'interlocuteur désigné par le titulaire dans la « fiche entreprise (cadre de réponse) » pour appliquer la clause sociale est absent lors de la réunion spécifique à la mise en œuvre de la clause sociale ;
- une pénalité égale au nombre d'heures de formation prévues par le marché et non réalisées, multiplié par 40.

16.6/ Pénalités pour non-respect des conditions et obligations prévues dans les documents contractuels

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-TIC, en cas de non-respect des conditions et obligations prévus par les documents contractuels régissant le présent marché, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable une pénalité de 700 euros HT par manquement.

ARTICLE 17/ PRIX DU MARCHÉ

17.1/ Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre tous les frais nécessaires à la bonne exécution des prestations telles que définies dans le présent cahier des charges, ainsi que tous autres frais pouvant être engagés ou supportés par le titulaire, notamment les frais de fourniture des postes de travail aux membres de l'équipe du titulaire, les frais de déplacement, d'hébergement ou de restauration des personnels du titulaire et des intervenants tiers nécessaires à l'exécution des prestations.

Le taux de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) est celui en vigueur au moment de l'exécution de la prestation, objet du présent marché.

L'euro est la monnaie de compte du marché.

17.2/ Forme des prix

Le marché est conclu à prix unitaires, conformément au bordereau de prix annexé à l'acte d'engagement.

Les prix sont révisibles dans les conditions prévues à l'article 17.3 ci-après.

17.3/ Révision des prix

Les prix sont réputés être établis aux conditions économiques de la date de remise des offres.

Le mois de réception des offres est appelé « mois zéro ».

Les prix sont révisibles une fois par an, à la date anniversaire de notification du marché, par application de la formule suivante :

$$P = (P_0 [0,3 + 0,7 (\text{Syntec révisé} / \text{Syntec révisé } 0)])$$

dans laquelle :

P = le prix révisé ;

P₀ = le prix initial ;

Syntec révisé = la dernière valeur connue de l'indice Syntec révisé à la date de la demande de révision ;

Syntec révisé 0 = la dernière valeur connue de l'indice Syntec révisé au mois Mo d'établissement des prix (mois de réception des offres) ou de la dernière révision.

Pour la mise en œuvre de cette formule, l'ensemble des calculs est effectué au millième supérieur.

Un mois avant la date anniversaire du marché (date de notification), le titulaire transmet au ministère pour acceptation à l'adresse : saam-mission.achats3@education.gouv.fr, le bordereau des prix mis à jour ainsi que le détail des calculs justifiant l'augmentation ou la baisse des prix.

Pendant la durée du préavis, le ministère continue d'émettre des bons de commande lui permettant de satisfaire ses besoins à l'ancien tarif.

Pour le cas où les dispositions décrites ci-avant ne seraient pas respectées, le nouveau tarif ne sera pas opposable, le tarif en vigueur demeurant valable.

Le ministère dispose d'un délai de vingt jours ouvrés à compter de la date probante de réception des nouveaux prix pour faire connaître sa décision ou ses observations sur ceux-ci.

Passé ce délai, les nouveaux prix sont réputés acceptés.

ARTICLE 18/ MODALITES DE REGLEMENT ET DE FACTURATION

18.1/ Facturation

Le titulaire établit une facture après chaque commande selon les modalités définies ci-après.

- Pour les missions 1 (Initialisation des prestations et Prise en charge d'une application) et 7 (Transfert de compétences et assistance à la réversibilité), ainsi que pour les UO 3.1 (étude de faisabilité), 6.1 (étude d'impact), 6.2 (assistance sur site) et 6.3 (assistance fonctionnelle et technique) : le titulaire émet une facture du montant total des prestations commandées, après réception du procès-verbal de recette établi par le ministère.

Le règlement s'effectue à 100 % du montant de la mission ou de l'unité d'œuvre (UO) commandée.

- Pour la mission 2 (MCO) : le titulaire émet une facture semestrielle terme à échoir.

Pour la dernière commande de la mission 2 lors de la dernière année du marché, le montant mis en paiement sera calculé au prorata du nombre de mois effectifs de la période de support et maintenance considérée.

- Pour les mission 3 (Maintenance évolutive en cycle en V), 4 (Maintenance adaptative) et 5 (Développement Agile d'une nouvelle application) :

* Pour toute commande dont le montant est inférieur ou égal à 40 000 euros HT : après réception du bon de commande, le titulaire adresse au ministère une facture terme à échoir correspondant à 30 % du montant commandé. Après réception du procès-verbal de fin de recette (PV de fin de VSR) établi par le ministère, le titulaire émet une facture égale à 70 % du montant total des prestations commandées. Le règlement s'effectue à hauteur du solde de la commande, soit 70 % du montant du bon de commande.

* Pour toute commande dont le montant est supérieur à 40 000 euros HT : après réception du bon de commande, le titulaire adresse au ministère une facture terme à échoir correspondant à 30 % du montant commandé.

Après réception du procès-verbal de vérification d'aptitude (VA) établi par le ministère, qui accuse réception de la totalité des livrables attendus au titre de la commande passée et valide la conformité des développements avec ce qui était attendu, le titulaire adresse au Ministère une facture qui indique « Facturation après VA ». Cette facture est égale à 40 % du montant total des prestations commandées. Le règlement s'effectue à hauteur des 40 % du montant de la commande.

Après réception du procès-verbal de fin de recette (PV de fin de VSR) établi par le ministère, le titulaire émet une facture égale à 30 % du montant total des prestations commandées. Le règlement s'effectue à hauteur du solde de la commande, soit 30 % du montant du bon de commande.

Dans le cas où le ministère commande plusieurs UO dans un même bon de commande et qu'une partie des prestations commandées a été réceptionnée par le ministère, le titulaire établit la facture correspondante et demande la mise en paiement correspondant au montant des UO réceptionnées.

18.2/ Règlement

Les paiements sont effectués selon les règles de la comptabilité publique, sur présentation des factures, ainsi que de tous les éléments justificatifs, sur lesquelles devront figurer, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- la date de délivrance et le numéro de la facture ;
- le nom et l'adresse du service émetteur ;
- le numéro de TVA intracommunautaire du titulaire ;
- le cas échéant, l'identification du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- sa domiciliation bancaire ;
- le numéro d'identification SIREN ou SIRET ;
- les références administratives du marché (numéros du marché) ;
- les références du bon de commande ;
- le récapitulatif des prestations ;
- le montant de la facture, en HT et TTC ;
- le taux et le montant de la TVA.

Les factures sont obligatoirement adressées sous forme électronique directement dans le portail « Chorus-factures de l'Etat » à l'adresse suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Pour une aide à l'utilisation de cette fonctionnalité, un guide utilisateur ainsi que les éléments descriptifs, le kit de raccordement technique et les spécifications du format normalisé d'échange sont disponibles à cette même adresse.

En cas de changement de raison sociale ou de RIB, le titulaire est tenu d'en informer expressément les services émetteurs par courrier postal ou courrier électronique.

18.3/ Délais de paiement

Conformément à l'article R. 2192-10 du Code de la commande publique, le règlement des prestations intervient par virement administratif dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la facture, via le portail « Chorus-factures de l'Etat ».

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit et sans autre formalité :

- des intérêts moratoires, dont le taux est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage ;

- une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros.

Ce délai peut être suspendu si le représentant du pouvoir adjudicateur constate que la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le marché ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes.

18.4/ Avance

Sauf renonciation expresse du titulaire, portée à l'acte d'engagement, une avance de 5 % lui est versée dans les conditions prévues aux articles R. 2191-3 et suivants du Code de la commande publique.

Le taux de l'avance est porté à 30 % lorsque le titulaire du marché ou le sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise.

Cette avance s'applique sur le montant de chaque bon de commande supérieur à 50 000 € HT et d'une durée d'exécution supérieure à 2 mois et n'est due que sur la part du marché qui ne fait pas l'objet de sous-traitance, que le sous-traitant ait demandé ou non à bénéficier de l'avance.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans un délai maximum de 30 jours à partir de la notification de l'acte portant commencement d'exécution du marché au titre duquel est accordée cette avance, soit la date de notification du bon de commande.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant cumulé des prestations exécutées atteint ou dépasse 65 % du montant du bon de commande. Le remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues au titulaire.

Ce remboursement doit être terminé lorsque le montant cumulé des prestations exécutées atteint 80 % du montant du bon de commande au titre duquel est accordée cette avance.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2191-9 du Code de la commande publique, l'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

18.5/ Acomptes

Conformément à l'article R. 2191-22 du Code de la commande publique, le titulaire a droit au versement d'acomptes pour tous les bons de commande dont le délai de réalisation est supérieur à 3 mois, dans les conditions suivantes : si un bon de commande émis n'a fait l'objet d'aucun règlement pendant une période minimum de 3 mois et si les prestations commandées ont donné lieu à un commencement d'exécution.

Dans ce cas, le titulaire adresse au ministère une demande d'acompte correspondant au maximum à 20 % du montant commandé ou d'un montant correspondant à la valeur des prestations réalisées si celui-ci est inférieur à 20 %.

Le titulaire accompagne sa demande d'acompte de tous les éléments justificatifs.

Le ministère vérifie l'exactitude des justificatifs fournis et donne ou non son accord.
Le règlement du solde intervient à la réception définitive des prestations de l'unité d'œuvre concernée.

18.6/ Cession ou nantissement des créances

Le présent marché pourra être nanti dans les conditions prévues aux articles R. 2191-45 et suivants du Code de la commande publique.

ARTICLE 19/ DOCUMENTS A PRODUIRE AU COURS DE L'EXECUTION DU MARCHÉ

19.1/ Assurance

Le titulaire doit être couvert par une police d'assurance en cours de validité le garantissant contre les conséquences pécuniaires de tout dommage corporel, matériel ou immatériel, consécutif ou non consécutif, engageant sa responsabilité civile ou celle de son personnel et causé par la conduite des prestations prévues par le présent marché ou les modalités de leur exécution.

Il lui appartient, en conséquence, de contracter toutes polices d'assurance nécessaire à la couverture des risques encourus dont il a apprécié la portée du fait du marché.

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG-TIC, le titulaire retenu doit communiquer au ministère avant la notification du marché, une attestation en cours de validité de sa compagnie d'assurance, indiquant les responsabilités couvertes avec les plafonds de garantie pour chaque type de responsabilité.

Il doit ensuite produire, à toute demande du ministère, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie. Si cette attestation ne couvre pas la durée du marché, le titulaire s'engage à produire la ou les attestation(s) nécessaire(s) à la couverture de la durée totale du marché.

Les franchises souscrites par le titulaire restent à sa charge exclusive.

En outre le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

19.2/ Justificatifs sociaux

En application des articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8254-4 du Code du travail, et dans le cas où le ministère serait dans l'impossibilité de se les procurer directement via un web-service sécurisé, le titulaire produit tous les 6 mois à compter de la date de signature du marché par la Personne publique et jusqu'à la fin d'exécution de celui-ci, les documents prévus par ces articles.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements ou de refus de produire ces pièces, il est fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues à l'article 21 du présent CCAP.

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, il doit produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés, les documents suivants :

- a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;
- b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

19.3/ En cas de modifications relatives au titulaire du marché

19.3.1/ Changement de dénomination sociale du titulaire

En cas de modification de sa dénomination sociale, le titulaire doit impérativement en informer le ministère par écrit et communiquer son nouveau numéro SIREN dans les plus brefs délais.

19.3.2/ Nouvelle entreprise née de la fusion ou de l'absorption du titulaire

Le transfert du marché à la société née de la fusion ou de l'absorption de l'entreprise titulaire ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable du ministère.

Le titulaire doit en informer le ministère dans les plus brefs délais et produire l'ensemble des documents et renseignements suivants, concernant la nouvelle entreprise à laquelle le marché est cédé :

- une copie de l'acte de fusion ou d'absorption définitif déposé au greffe du Tribunal de Commerce territorialement compétent ;
- une copie de l'annonce légale ;
- le pouvoir de la personne habilitée à engager la société ;
- un RIB pour les nouvelles coordonnées bancaires ;
- le numéro SIREN de la société correspondante ;
- les attestations fiscales et sociales ;
- l'attestation sur l'honneur dûment signée, qui indique que le repreneur n'entre pas dans les motifs d'exclusions listés aux articles L. 2141-1 et suivants du Code de la commande publique ;
- une attestation d'assurance « responsabilité civile professionnelle » en cours de validité, établie par la compagnie d'assurance de l'entreprise et non par son courtier ;
- les justifications de références identiques à celles demandées dans l'avis d'appel public à la concurrence et le règlement de la consultation au titulaire du marché.

La cession du marché acceptée par le ministère fera l'objet d'un avenant constatant le transfert du marché au nouveau titulaire.

ARTICLE 20/ UTILISATION DE LA LANGUE FRANCAISE

Conformément à la loi n° 94-665 du 4 août 1994, l'usage de la langue française est obligatoire notamment dans les réunions de travail, les comptes rendus, les rapports d'activité et les courriers, sans que cette liste puisse être considérée comme exhaustive.

ARTICLE 21/ RESILIATION

La résiliation s'effectue dans les conditions prévues aux articles 47 à 54 du CCAG-TIC.

En dehors des cas prévus à l'article 50.1 et par dérogation à l'article 50.2 du CCAG-TIC, le marché peut être résilié sans mise en demeure dans les cas suivants :

- en cas de non réception des missions 1 et 2, le ministère peut décider de résilier le marché, sans mise en demeure préalable, par lettre recommandée avec accusé de réception, sans ouvrir droit au profit du titulaire à aucune indemnité de quelque sorte que ce soit, ni à aucun dédommagement ;
- à compter de 10 jours ouvrés de retard dans l'exécution des prestations, le ministère se réserve le droit de résilier le marché aux torts du titulaire, sans mise en demeure préalable, formalités, ni paiement d'indemnité, sauf si les retards sont imputables au ministère.

Conformément aux dispositions de l'article 54 du CCAG-TIC, dans le cas où le titulaire ne pourrait exécuter une prestation qui, par nature, ne peut souffrir aucun retard dans les conditions et délais prévus au CCTP, le pouvoir adjudicateur peut faire appel à un autre prestataire pour exécuter ladite prestation, aux frais et risques du titulaire.

Dans le cas où le titulaire déclarerait ne pas pouvoir honorer ses engagements ou lorsqu'il ne s'en acquitterait pas après mise en demeure renouvelée et restée sans effet et dans les cas visés au chapitre 8 du CCAG-TIC, le ministère se réserve le droit de résilier le présent marché.

ARTICLE 22/ SOUS-TRAITANCE

Le titulaire peut confier l'exécution de certaines parties des prestations du marché à un ou à plusieurs sous-traitants, à condition d'avoir obtenu du ministère l'acceptation de chaque

sous-traitant et l'agrément de leurs conditions de paiement fixées par les articles R. 2193-1 à R. 2193-16 du code de la commande publique.

En cas de sous-traitance, le titulaire demeure responsable de l'exécution de toutes les obligations du marché.

Aux fins d'acceptation du sous-traitant le titulaire adresse au ministère, par lettre recommandée avec accusé de réception ou par messagerie électronique à l'adresse suivante : saam-mission.achats3@education.gouv.fr, une déclaration contenant l'ensemble des renseignements figurant à l'article R. 2193-1 du code de la commande publique, à savoir :

- La nature des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- Les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant sur lesquelles le titulaire s'appuie.

L'ensemble de ces informations est constitué par la fourniture :

- De la déclaration de sous-traitance complétée (formulaire DC4, pouvant être téléchargé gratuitement sur le site Internet du ministère des finances et des comptes publics : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) ;
- Du numéro SIREN et d'un RIB de l'entreprise.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont constatées par un acte spécial signé par le titulaire et par le ministère.

ARTICLE 23/ DIFFERENDS ET LITIGES

En aucun cas, les contestations survenant entre le ministère et le titulaire ne peuvent être invoquées par ledit titulaire comme cause d'arrêt définitif ou momentané d'exécution de la prestation.

Les parties s'engagent à tenter de résoudre à l'amiable tout différend ou litige susceptible d'intervenir entre elles à l'occasion de l'exécution du présent marché.

Dans ce cas, la partie la plus diligente peut saisir par requête le médiateur des entreprises ou le comité consultatif de règlement amiable, dans les conditions fixées aux articles R. 2197-1 et suivants du Code de la commande publique.

En cas de conciliation, les parties s'engagent à signer une transaction.

A défaut de conciliation, les litiges éventuels afférents au présent marché seront réglés par les lois et règlements de droit français et portés devant le tribunal administratif compétent.

ARTICLE 24/ DEROGATIONS

Articles du CCAP par lesquels sont introduites ces dérogations		Articles du CCAG-TIC auxquels il est dérogé
Article 5	Délai d'observation du titulaire	Article 3.7.2
Article 12	Propriété intellectuelle	Article 46
Article 14.1.1	Interlocuteur désigné par le ministère	Articles 3.3
Article 14.1.2	Changement d'intervenants du titulaire	Article 3.4.3
	Récusation d'un intervenant par le ministère	Article 3.4.3
Articles 16, 16.1, 16.2, 16.4, 16.6	Pénalités	Article 14
Article 16.5	Pénalité pour non-respect de la clause sociale	Article 16.1.5
Article 19.1	Assurances	Article 9.2
Article 21	Résiliation aux torts du titulaire	Article 50.2

Articles du CCTP par lesquels sont introduites ces dérogations		Articles du CCAG-TIC auxquels il est dérogé
Article 2.1.3	Délais de recette Mission 1 (Initialisation des prestations et prise en charge des applications)	Article 29 à 34
Article 2.2.3	Délais de recette Mission 2 (MCO)	
Article 2.3.3	Délais de recette Mission 3 (Maintenance évolutive)	
Article 2.4.3	Délais de recette Mission 4 (Maintenance adaptative)	
Article 2.5.5	Délais de recette Mission 5 (Développements Agile)	
Article 2.6.1.3	Délais de recette Mission 6 (Assistance)	
Article 2.7.3	Délais de recette Mission 7 (Transfert et assistance à réversibilité)	
Article 5.2	Recette (délais et modalités)	
Article 5.3.1	Durée max. vérification d'aptitude (VA)	Article 33.2.1
Article 5.3.2	Durée max. vérification service régulier (VSR)	Article 33.2.2